

Kahn (Jean), *L'obstination du témoignage, Mémoires*

Plon, 2003, 256 pages

François Igersheim



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/783>

DOI : 10.4000/alsace.783

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 575-578

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « Kahn (Jean), *L'obstination du témoignage, Mémoires* », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 01 mai 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/783> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.783>

dans les affaires du judaïsme français : on aura reconnu une longue citation de la condamnation sans appel des libéraux par le grand-rabbin Salomon Klein de Colmar (1850 à 1869).

On n'y retrouve pas de témoignages sur les positions communes prises par les cultes reconnus sur le maintien du statut confessionnel de l'Alsace et de la Lorraine : il est vrai que ces textes sont signés du grand rabbin Deutsch. Par contre, une grande attention est accordée aux rapports avec les évêques de Strasbourg, tout particulièrement au moment de Vatican II. Ayant noué des liens fort amicaux avec Mgr Elchinger, Joseph Weill est ulcéré lorsque le projet de déclaration *de Judaeis* est repoussé au profit d'une Déclaration sur « les rapports avec les cultes non chrétiens », malgré les efforts d'un grand nombre de pères conciliaires (et « non consulaires », p. 438 ou consultaires, p. 439). Il est vrai que le texte publié en 1975, le console un peu.

Voilà en quelques lignes les grandes orientations d'un travail fort riche, apparemment destiné d'abord à un cercle restreint et non au grand public. Sur tel ou tel point, on souhaiterait plus d'éclaircissements. On relèvera cependant l'importance d'un ouvrage qui pousse à approfondir les pistes ouvertes par le mémorialiste.

On trouvera sur le site Internet <http://judaisme.sdv.fr/histoire> un résumé des mémoires de Joseph Weill sur les articles issus de revues et de biographies. Celle du rabbin Ernest Weill que l'on doit au rabbin Joseph Bloch, ou encore son évocation par l'un de ses successeurs E. Fuks : ils sont sans doute plus critiques que celles de son fils Joseph Weill, qui n'a jamais renié l'influence de son père dans l'un des derniers chapitres qu'il titre curieusement « Digression sur ma foi », mais qui paraît au contraire bien central dans cet ouvrage.

François Igersheim

KAHN (Jean), *L'obstination du témoignage, Mémoires*, Plon, 2003, 256 pages.

Autre génération, autres horizons, autres objectifs que ceux des mémoires du président Jean Kahn. Réfugié avec sa famille en zone libre, il fait sa Bar-Mitzvah en 1942, au Puy-en-Velay, au milieu d'une communauté relativement nombreuse. Sa famille doit cependant passer de cache en cache à partir de 1943. De retour à Strasbourg, il est chef EIF et il attribue aux EI et sa formation et sa vocation de futur dirigeant communautaire. « Sous l'uniforme EI, nous avons acquis la volonté de participer à la vie juive, la force du militantisme et l'amour d'Israël. Car les fondateurs des EIF (Robert Gamzon Castor et Frédéric Hammel, Chameau) étaient d'ardents sionistes. Son chef Robert Weiler engagé dans les troupes israéliennes au printemps 1948 tombe à peine arrivé sur le champ de bataille.

Jean Kahn fait son droit et se prépare à une carrière d'avocat, mais son père l'associe aux affaires familiales : le négoce du textile. C'est André Neher qui rend la communauté alsacienne attentive au drame des rapatriés d'Algérie (6 juillet 1962). Il ne veut pas que se reproduise le drame des Juifs de l'Est accueillis si froidement entre les deux

guerres. C'est aussi Neher qui a poussé Kahn aux fonctions communautaires. Il est président de la communauté strasbourgeoise en 1972. L'opinion de la communauté reste alors encore assez indifférente au sort d'Israël. Mais tout va basculer avec la guerre des Six Jours : à Strasbourg, toute une intelligentsia est partie s'installer à Jérusalem, portant désormais sur Israël son attention, sa réflexion et son énergie » (p. 75). On retrouve chez Joseph Weill une évocation de ces personnalités, à commencer par Abraham Deutsch. La situation de Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe et d'institutions européennes, multiplie les obligations de Kahn qui rencontre beaucoup de personnalités étrangères. Il affiche une grande proximité avec Jacques Chirac et pour lui comme pour Shimon Perès apparemment, invité par le groupe socialiste au Parlement Européen, « les socialistes sont les plus hostiles de tous ». Kahn se fait l'avocat de concessions mutuelles qu'Israéliens et Palestiniens devront consentir, et est hostile à l'existence de partis religieux en Israël, qui « devraient s'effacer et ne plus orienter le devenir du pays »... Quant à un éventuel Etat palestinien, il faudra bien considérer que deux nations peuvent coexister sur cette terre... Je suis donc en faveur de cet Etat palestinien, mais à la condition que celui-ci ne soit pas un danger pour l'Etat d'Israël » (p. 86-87).

En 1983, Kahn est élu vice-président du CRIF qui réunit la presque totalité des mouvements, associations et sociétés juives de France, dont il fait un bref historique et résumé la charte (p. 90-93). Il en devient président en 1989 en même temps que du Congrès Juif Européen. Les pages qui suivent sont occupées par les négociations difficiles pour le retrait du Carmel d'Auschwitz. Il organise en 1991 les cérémonies du centenaire du décret d'émancipation des juifs, à Paris et à Strasbourg, étant donné l'importance de la communauté juive alsacienne à l'époque, désormais dépassée par les communautés parisiennes et celles du Midi. C'est pour lui l'occasion de prendre parti sur le débat sur les effets de l'émancipation. « Certes il y a un prix à payer pour l'émancipation. La dissolution dans le groupe majoritaire représente une tentation qui a toujours existé chez les Juifs. C'est vrai, l'émancipation a facilité l'expression et la mise en œuvre de cette tendance... mais deux siècles après l'émancipation, l'existence d'une communauté française vivace, identifiée à ses valeurs, unie dans l'attachement à l'existence et à la sécurité de l'Etat d'Israël tout en étant, dans le même temps part intégrante et active de la créativité nationale, atteste combien peut être fallacieuse, l'équation émancipation = assimilation = disparition... La naissance du sionisme politique et la vision nationale de la question juive furent elles aussi redevables de l'émancipation, même si les Juifs de France définissent leur appartenance comme religieuse, historique, culturelle, jamais nationale » (p. 150-151). Le président Mitterrand préside la banquet républicain qui ouvre les commémorations, et lui donne l'occasion d'une évocation de cet « incontestable ami des Juifs, surtout au début de son premier mandat ». C'est, le premier président à se rendre en Israël... », mais aussi l'ami de Bousquet, et sifflé lors de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv.

En janvier 1995, Kahn est élu président du Consistoire central israélite de France. Il évoque l'histoire de la constitution consistoriale française, qui ne parvint certes pas à fusionner les différents rites ou courants, mais conserva la volonté de maintenir

l'unité entre les Juifs. Il se réclame quant à lui du courant que condamne si vivement le grand rabbin Klein et que dirige son ancêtre le grand rabbin de France Zadoc Kahn. « Laïc, opposé à un judaïsme de fermeture », il ne cache pas qu'il n'appartint pas à l'orientation que représente le grand rabbin Sitruk, en particulier sur la formation des rabbins. Ses fonctions tout autant que les liens d'amitié qui le lient au président Jacques Chirac semblent lui ouvrir largement la carrière. Pourtant, le 19 décembre 1997 il est frappé d'un accident vasculaire cérébral qui le laisse « cloué sur un fauteuil roulant ». Il se refuse à abandonner et « c'est assis qu'il sillonne le monde ». Bel exemple de courage pour tous ceux que frappent l'handicap. Mais si ses relations avec le président Chirac sont bonnes, celles qu'il entretient avec le gouvernement socialiste de Lionel Jospin paraissent exécrables. Il termine son ouvrage sur une double profession de foi : « l'anti-sionisme ne se veut pas un jugement porté sur la politique menée par l'Etat d'Israël, il se présente comme une condamnation... de l'existence d'un Etat juif... Toutes les nations... auraient un droit légitime à l'existence, sauf l'Etat juif... En ce sens, la négation d'Israël est aboutit à la négation du Juif ». Or toute ses actions ont ... pour cohérence la lutte acharnée ... contre les différentes formes de racisme. Dans la suite du texte, on trouve une classification de trois formes d'antisémitisme, dont sont responsables les nationalistes, les néogauchistes et les islamistes, que certains trouveront sans doute aventureuse tant elle est résumée. Mais la seconde profession de foi est celle du Français, qui souhaite que « la France trouve le ressort nécessaire pour mettre un terme à tous les excès de la haine, de l'ignorance et du fanatisme. Pour que la France demeure la France ».

Et l'Alsace ? Le président du consistoire du Bas-Rhin bataille pour la sauvegarde du patrimoine des synagogues rurales fermées, « remises en état pour être visitées par des touristes nostalgiques venus de tous les continents sur les traces de leur racines ».

Ouvrage rapide, émaillé du récit de rencontres avec les grands de ce monde, l'ouvrage foisonnant ménage à chaque étape une série de clairières où Kahn nous donne en quelques mots sa position sur de grands débats – l'après-guerre, le judaïsme alsacien et le sionisme, la constitution consistoriale et ses effets, l'antisémitisme et l'antisémitisme, la défense des droits de l'homme : elles constituent l'intérêt majeur de ces mémoires.

Le site <http://judaisme.sdv.fr/histoire> met l'accent sur un dernier point. Nous citons intégralement l'extrait de l'interview effectuée par Hélène Taragan, à l'occasion de la parution de cet ouvrage en novembre 2003.

HT : Vous représentez l'establishment ashkénaze. Un tel establishment existe-t-il encore et pensez vous être le dernier de cette lignée à présider aux destinées du Consistoire Central ?

JK : Il existe encore tout en étant le Dernier des Mohicans. Mais je crois pouvoir dire qu'il y a beaucoup plus à espérer d'un futur président séfarade du CRIF ou du Consistoire Central, étant donné que l'immense majorité des Juifs de France sont des Sefardim.

HT : C'est dire que Strasbourg ne sera plus la ville d'élection d'où l'on pourra choisir les futurs dirigeants de la communauté ?

JK : Et pourquoi pas ? Peut être qu'ils choisiront un candidat séfarade et ce ne sera pas plus mauvais pour autant.

HT : Quel est le rôle aujourd'hui du judaïsme alsacien ?

JK : Il n'est pas tombé en quenouille. Il continue à jouer un rôle de centralité et de rayonnement de vitalité.

Avec l'ouvrage de son prédécesseur Joseph Weill, nous sommes donc en présence, avec le témoignage de Jean Kahn non seulement de deux représentants des courants de la confession juive, de deux générations, mais aussi de la transformation prodigieuse de ce culte au cours de ce dernier demi-siècle. Voilà encore deux témoignages passionnants qui doivent servir à l'étude des « religions et culture en Alsace » !

François Igersheim

REVIRIEGO (Bernard), *Les Juifs en Dordogne 1939-1944, de l'accueil à la persécution*, Préface de Serge Klarsfeld, Ed. Archives départementales de la Dordogne, Périgueux, 2003, 528 p.

La communauté juive de Strasbourg comptait 9324 personnes en 1936. Elle fit partie du flux d'évacués qui s'installa en Dordogne à compter de septembre 1939. Il y avait eu jusque là dans ce département, une dizaine de familles juives. L'ouvrage de Bernard Reviriego nous retrace l'installation, l'organisation, l'exclusion, la persécution des Juifs de Dordogne, et nous donne une « liste des personnes incorporées dans les GTE, internées dans les camps ou prisons, déportées ou fusillées en Dordogne », 1186 à 1196 victimes juives, sur 2600 victimes au total. 16,7 % de la population juive, estimée à 7441 en mars 1943, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de 24,24 %, mais ne saurait être dû, écrit Reviriego à une « certaine passivité des responsables locaux de Vichy ». Dans son premier chapitre, l'ouvrage remet en place l'organisation des deux Strasbourg : « l'échelon de Périgueux », et le « Strasbourg maintenu » qui va s'installer définitivement jusqu'en 1945 à Périgueux, avec ses mairies annexes de Thiviers, Thenon, Vergt, Neuvic, Mussidan, Ribéac, alors que la plus grande partie des Strasbourgeois est répartie, laissant en Dordogne 22 800 Alsaciens, dont la communauté juive. Lazare Blum et Lucien Cromback, en liaison avec les rabbins Hirschler, Marx et Cyper organisent la communauté. Cromback, avec Joseph Weill, organise l'Organisation de l'Aide Sociale Israélite (OASI), qui essaime dans de nombreux départements de la France occupée. Elle sera absorbée en 1942 par l'UGIF. Joseph Weill est une cheville ouvrière de l'OSE. Les EIF poursuivent leur activité et Pierre Khantine, commissaire régional des EIF, professeur au centre artisanal de Moissac, assure le regroupement et la formation à Moissac, des jeunes EIF, absorbés eux aussi à l'UGIF en 1942, mais qui en formeront la « Sixième » section, clandestine, vouée à la résistance. Reviriego décrit la mise en place du statut des Juifs et les mesures d'exclusion, puis de persécution déclenchées contre eux, avec la sinistre chronologie